

« Ecône veut l'unité sans rien céder » – Entretien de Mgr Fellay dans « La Liberté » du 11 mai 2001

Publié le 11 mai 2011
Mgr Bernard Fellay
9 minutes

Cette interview a été publiée dans le quotidien suisse fribourgeois La Liberté, le vendredi 11 mai, sous le titre « Ecône veut l'unité sans rien céder ».

Discussions de couloir ou véritables négociations ? Depuis la fin de l'année dernière, le Vatican et les traditionalistes d'Ecône se reparlent. Point de départ de cette ébauche de rapprochement : le pèlerinage de la Fraternité Saint-Pie X à Rome à l'occasion de l'Année sainte. Depuis, plusieurs rencontres ont eu lieu ; la dernière daterait de la semaine dernière, glisse-t-on du côté d'Ecône. De quoi les parties parlent-elles ? Quels sont les enjeux de ce dialogue, si dialogue il y a toujours ? Le Vatican se tait : **le cardinal Dario Castrillon Hoyos**, président de la commission Ecclesia Dei (en charge des mouvements traditionalistes) ne s'exprimera que quand il aura des résultats à présenter, fait-on savoir à la salle de presse. Du côté d'Ecône, on se montre plus bavard. Successeur de **Mgr Marcel Lefebvre** à la tête de la Fraternité, **Mgr Bernard Fellay**, un des quatre évêques dont la consécration provoqua le 'schisme' de 1988, s'explique dans un entretien accordé à « La Liberté », au « St. Galler Tagblatt » et à la « Basler Zeitung ».

La Liberté : Vous attendiez-vous à ce que Rome saisisse l'occasion de votre pèlerinage pour renouer le dialogue ?

Bernard Fellay : – Il y avait des signes avant-coureurs. Il y a une année, Mgr Perl, secrétaire de la commission Ecclesia Dei avait déclaré que le moment était venu de s'occuper de la Fraternité. Notre surprise est venue de l'ampleur et de la rapidité avec lesquelles Rome a dépassé une position presque radicalement contraire.

Pourquoi cette urgence du côté de Rome ?

– Le pape arrive à la fin de son pontificat. Lui qui s'est voulu le champion de l'unité essaie de supprimer cette tache sur son pontificat. Pourquoi n'y a-t-il pas eu de rapprochement avant ? Je pense que Rome avait besoin de constater que nous ne sommes pas aussi carrés que ce qui se dit.

Pour qui la discussion est-elle la plus compliquée, pour vous ou pour Rome ?

– Pour nous, il y a un problème de confiance. Rome s'est conduite de manière destructrice pendant des années à notre égard. Cette attitude est inadmissible et doit disparaître. Le mouvement actuel de Rome envers nous est totalement différent. On est certainement en droit de se demander pourquoi. Sur ce point, nous attendons des réponses tangibles.

Et quels sont les points sensibles du côté du Vatican ?

– Difficile de répondre alors que ces éléments sont encore sur la table. Je dirais simplement que Rome cherche une solution extrêmement pratique sans aborder les questions de fond.

Qu'attendez-vous concrètement de ces discussions ?

– Que Rome dise que les prêtres peuvent toujours célébrer l'ancienne messe. L'autre élément, c'est le retrait de la déclaration des sanctions (excommunication des évêques consacrés en 1988 par Mgr Lefebvre, ndlr.)

Quelles sont les concessions que la Fraternité est prête à faire pour permettre ce rapprochement ?

- Nous sommes prêts à discuter, nous demandons même la discussion. Nous disons à Rome : voyez vous-mêmes, notre mouvement est une réponse valable à la situation dans laquelle se trouve l'Eglise. On demande que Rome veuille bien considérer les raisons qui sont derrière notre attitude, ce qui jusqu'à aujourd'hui ne s'est jamais fait.

Plus concrètement ?

- Nous sommes prêts à vivre avec ce monde qui s'est davantage séparé de nous que nous de lui. Cela veut dire reconnaissance de l'autorité de l'évêque, déjà effective en principe. Nous nous sentons catholiques, en effet. Notre problème est de savoir quelle est la référence.

Certains au sein de l'Eglise posent comme condition préalable la reconnaissance de tous les conciles.

- Accepter le concile ne nous fait pas problème. Il y a un critère de discernement quand même. Et ce critère, c'est ce qui a toujours été enseigné et cru : la Tradition. D'où un besoin de clarifications.

Vous en parlez déjà concrètement avec Rome ?

- Non, et c'est pourquoi les discussions sont au point mort. Rome nous dit que cela prendrait trop de temps de discuter dans le détail des divergences, mais si nous n'en discutons pas, elles resteront entières.

Y a-t-il pour vous urgence ?

- Pas autant que pour Rome.

Mais ne craignez-vous pas que le temps ne vous éloigne l'un de l'autre ?

- Au contraire.

La Fraternité Saint-Pie X parle-t-elle d'une seule voix ?

- Fondamentalement, oui, contrairement à ce que certains voudraient faire croire.

Qui décide d'avoir des contacts avec Rome, qui en juge les résultats ?

- Dès le moment où Mgr Lefebvre a décidé la consécration des évêques, il était clair que les relations avec Rome étaient du ressort du supérieur de la Fraternité. Donc du mien.

Rome propose-t-elle à la Fraternité une prélature personnelle du style de celle de l'Opus Dei ?

- Disons que cela va dans cette direction. L'idée serait d'accorder aux évêques une véritable juridiction sur les fidèles.

Et la Fraternité Saint-Pie X, à quel statut aspire-t-elle ?

- Il nous faut une liberté d'action. Il faut que les fidèles qui désirent suivre l'ancienne messe puissent le faire sans brimade. **La solution qui a été accordée à la Fraternité Saint-Pierre** (mouvement traditionaliste resté fidèle au Vatican, n.d.l.r.) **est invivable** : on laisse les évêques locaux tout décider, eux qui sont pour la plupart radicalement opposés à la tradition. La raison qui est invoquée le plus souvent, fausse à mon avis, est que le biritualisme serait ingérable. Mais des évêques perçoivent très justement dans la liberté accordée à l'ancienne messe une remise en question des réformes post-conciliaires.

Remise en question que vous continuez de souhaiter ?

- Cela donne l'impression que nous rejetons tout de Vatican II. Or, nous en gardons 95%. C'est plus à un esprit que nous nous opposons, à une attitude devant le changement porté comme postulat : tout change dans le monde, donc l'Eglise doit changer. Il y a là un sujet de discussion, car il est indéniable que l'Eglise a perdu ce dernier demi-siècle une influence formidable. Elle a encore une influence, mais en tant qu'institution ; l'influence réelle, celle des évêques par exemple, est très faible. L'Eglise en prend conscience, mais elle fait comme si elle n'avait plus la solution. Sa parole n'est plus claire. Regardez la réaction au moment de *Dominus Jesus* !

C'était une « parole claire », pourtant, non ?

- Non. Il y a dans le texte des choses claires, et c'est contre elles que les « progressistes » ont réagi. Mais les formulations extrêmement fortes, auxquelles on n'était plus habitué et qui m'ont fait plaisir, sont modérées presque à chaque phrase par des apports du concile.

Ces formulations sont-elles pour vous un signe que Rome se rapproche progressivement de vos positions ?

- Je n'en suis pas sûr, précisément à cause du mélange. On a vraiment l'impression que Rome, pour maintenir l'unité dans l'Eglise, est obligée de ménager la chèvre et le chou.

En vous mettant dans la peau de Jean-Paul II, comment géreriez-vous la diversité, bien réelle, de l'Eglise ?

- Je pense qu'il faut revenir aux principes. A la nature de l'Eglise, sa mission, son être. Les solutions apportées à un problème réel sont trop humaines, même s'il y a certainement un côté humain dans l'Eglise. On cherche actuellement à tout prix l'unité, qui est certes un grand bien, mais pas une fin. C'est la foi qui cause l'unité. Si pour le bien de l'unité on met de côté une partie de la Révélation dont l'Eglise est dépositaire, on touche l'unité. Au contraire, si on affirme fortement ces vérités, forcément il va y avoir des divisions. Elles existent déjà. C'est d'ailleurs pourquoi nous demandons à Rome de réfléchir à deux fois avant de nous reprendre.

Que changerait pour vous une réconciliation avec Rome ?

- Rome reconnaîtrait cette position au moins fondamentalement comme valable.

Une valable parmi d'autres ou « la » valable ?

- La position de Rome, diplomatiquement et politiquement parlant, sera certainement celle du pluralisme - même si elle pensait le contraire. Nous sommes nous-mêmes très prudents : pour nous, dans l'Eglise, il y a d'autres options valables et d'autres qui ne le sont pas.

Souffrez-vous des divisions à l'intérieur de l'Eglise ?

- Quand dans sa famille ça va mal, ça fait mal. Je ne souffre pas directement de l'excommunication. Mais l'état de l'Eglise me touche, ça oui.

Des fidèles d'Ecône ont récemment fait parler : affiches anti-avortement, page publicitaire contre la Gay Pride à Sion. Que pensez-vous de leur action ?

- Je remarque qu'ils ne sont pas les seuls à ne pas être d'accord avec la tenue de la Gay Pride à Sion. L'évêque lui-même a dit clairement ce qu'il en pensait. Quant à la manière, il est tout à fait normal que ceux qui sont contre puissent le faire savoir, et que la liberté d'expression ne soit pas unilatérale.

Mais sur la manière ?

- Je n'ai pas vu grand-chose d'offensant sur cette page.

Même pas « Tantes à Sion, tentation diabolique » ?

- « Diabolique », c'est l'évêque qui le dit. Quand on essaie de faire passer une pensée, on essaie de trouver quelque chose qui accroche, même si ça choque. De ce côté-là, je pense que c'était réussi (rires). Je trouve qu'il y a beaucoup d'hypocrisie derrière les réactions à cette publicité. Faire une Gay Pride à Sion, ça, c'est de la provocation, et c'est tout à fait normal qu'on réagisse. Ce n'est pas juste que l'on donne toujours raison à ceux qui démolissent les valeurs chrétiennes.

A Fribourg, ville catholique, il n'y a pas eu de réaction semblable à la Gay Pride de 1999.

- Quand on est à moitié mort, on ne réagit plus.

+ **Bernard Fellay** dans « La Liberté » du 11 mai 2001